

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 13 novembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,  
Radikah JUMMUN donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Nathalie TISSOT,  
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,  
Thomas GIRARD.

L'immeuble du « Café du Paradis », situé 58 rue du Docteur Mercier à Nantua, a été acquis par la commune par exercice du droit de préemption urbain et par acte notarié en date du 15 décembre 2021 au prix de 64 000 euros correspondant à la valeur vénale estimée par le service des Domaines.

Il s'agit d'un immeuble datant de 1884, en mauvais état d'entretien, composé d'un ancien commerce (café) au rez-de-chaussée et de 4 logements, sur une parcelle cadastrée section AB 425 pour une surface de 742 m<sup>2</sup>, situé dans un secteur stratégique en centre-ville.

Dans le cadre du programme Petites Villes de Demain, la commune s'attache à revitaliser son centre-bourg et résorber le parc de logements vacants.

De plus, classée en Site Patrimonial Remarquable, elle souhaite poursuivre une politique de préservation de son patrimoine historique auquel appartient ce bien.

Pour ces raisons, la commune a exercé son droit de préemption dans un intérêt de sauvegarde patrimoniale d'un bâti historique de la commune, notamment du plafond peint et de la devanture de la surface commerciale en rez-de-chaussée. Il s'agit également de lutter contre la vacance des logements en centre-ville en favorisant la réhabilitation des logements.

Par courrier en date du 17 octobre 2023 Monsieur et Madame Thibaut et Gaëlle CERTAIN ont fait une offre d'achat à SOIXANTE QUATRE MILLE EUROS (64 000 euros) nets vendeur pour un projet de rénovation des quatre logements et du local commercial à destination d'une activité commerciale future conservant la devanture et le plafond peint.

L'acte de cession prévoira donc des clauses particulières mises à la charge des acquéreurs afin de garantir la réalisation d'un projet de rénovation permettant :

- La préservation d'un bien immobilier représentant un intérêt patrimonial et historique
- La revitalisation du commerce de centre-ville
- La lutte contre la vacance en centre-ville

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment

- L.2141-1 et L. 2141-2 relatifs à la sortie des biens du domaine public des collectivités territoriales,
- L.2221-1 relatif aux modes de cession d'immeubles relevant du domaine privé des collectivités territoriales,
- L.3211-14 relatif aux modes de cession d'immeubles appartenant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics,
- L.3221-1 relatif à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'Etat sur les projets de cession d'immeuble des collectivités territoriales,

**Vu** l'avis des Domaines Ref OSE : 2021-01269-58781 en date du 19 août 2021 fixant la valeur du bien à 64 000 euros

**Considérant** l'offre d'achat proposée par Monsieur et Madame Thibaut et Gaëlle CERTAIN

**Considérant** l'état de dégradation de ce bien,

**Considérant** que le projet de réhabilitation envisagé par Monsieur et Madame Thibaut et Gaëlle CERTAIN permettra à la fois de préserver la qualité architecturale et patrimoniale de ce bâti, la revitalisation du commerce de centre-ville et la lutte contre la vacance en centre-ville

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **Autoriser** la cession de l'immeuble « Café du Paradis », situé 58 rue du Docteur Mercier à Nantua, sur la parcelle cadastrée AB 425 au prix de 64 000 euros nets vendeur à Monsieur et Madame Thibaut et Gaëlle CERTAIN,
- **Conditionner** la cession à la réalisation d'un projet de rénovation garantissant à la fois la préservation de la qualité architecturale et patrimoniale de ce bâti, la revitalisation du commerce de centre-ville et la lutte contre la vacance en centre-ville,
- **Mandater** Monsieur le Maire ou son représentant, à procéder à toute signature en ce sens, y compris la signature de l'acte de vente, étant précisé que les frais, taxes, droits et honoraires seront à la charge des acquéreurs.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.